



FFvolley

COMMISSION FEDERALE D'ARBITRAGE

PROCES-VERBAL N°2 DU 23 FEVRIER 2024

SAISON 2023/2024

Présents :

Stéphane JUAN, Président de la Commission Fédérale d'Arbitrage,
Alain CORNICARD, Sylvain GILBERT, Maurice HANANIA, Marc LAMBERT, Gil RAILLON, Olivier SETRUK et
Stefan VANDERBEEKEN.

Excusés :

Marc BERARD et André TROESCH.

Assiste :

Johan SOUMY – secrétaire administratif de la Commission Fédérale d'Arbitrage.

1. Affaire X

CONSTATANT les signalements quant à un comportement répréhensible de Monsieur X dans le cadre des rencontres ... du ... et ... du ... vis-à-vis des superviseurs de la Commission Fédérale d'Arbitrage désignés officiellement dans le cadre d'une mission fédérale, effectués par lesdits superviseurs auprès du Secrétariat de la Commission Fédérale d'Arbitrage ; Monsieur Y relatant que Monsieur X n'a pas voulu le saluer et a délibérément quitté la pièce dans laquelle le débriefing avait lieu et refusant corollairement tout retour d'expérience à effectuer avec tout superviseur prévu réglementairement à l'article 5 du Règlement Général d'Arbitrage ; Monsieur Z indiquant que Monsieur X n'a pas non plus voulu le saluer, a fait pression sur un dirigeant du club domicilié pour l'empêcher de pénétrer dans la salle au vu d'une procédure pénale pour faux et usage de faux qui serait engagée à son encontre, et a délibérément refusé le débriefing de la rencontre et corollairement tout retour d'expérience à effectuer avec tout superviseur prévu réglementairement à l'article 5 du Règlement Général d'Arbitrage ;

CONSTATANT que des observations en défense par écrit ont été maintes fois demandées à Monsieur X par le Secrétaire de la Commission Fédérale d'Arbitrage, la nature et les circonstances de l'affaire ne justifiant pas a priori sa convocation devant la Commission Fédérale d'Arbitrage, qui n'en a pas produit au jour du délibéré ; que Monsieur X n'a en effet, contrairement à son courriel en réponse, adressé aucun des documents devant « contenir les explications » demandées par le Secrétaire de la Commission Fédérale d'Arbitrage ; qu'il n'a pas non plus demandé à être entendu par la Commission Fédérale d'Arbitrage ;

RAPPELANT à titre liminaire que tout superviseur a pour responsabilité d'effectuer un retour d'expérience avec les arbitres dans le vestiaire ou dans une salle à disposition après la rencontre ; qu'en outre, au titre de ses obligations réglementaires, tout arbitre doit observer toutes les décisions de la FFVolley, le non-respect de cette obligation pouvant engendrer des sanctions arbitres prévus par le Règlement Général d'Arbitrage à son annexe « Barème des sanctions du corps arbitral » ;

CONSIDERANT que la FFVolley, par le biais de sa Commission Fédérale d'Arbitrage, a bel et bien missionné les superviseurs susmentionnés sur les rencontres considérées, dans un objectif réglementairement prévu d'évaluation des arbitres desdites rencontres ;

CONSIDERANT qu'au-delà des différentes responsabilités dévolues à ces superviseurs nommés par décision de la Commission Fédérale d'Arbitrage de la FFVolley, celle d'effectuer un retour d'expérience avec les arbitres n'a pu être assurée, Monsieur X ayant volontairement et irrespectueusement refusé tout débriefing post-rencontre ; qu'il n'a en conséquence en aucun cas respecté ses obligations réglementaires d'arbitre prévues à l'article 6 du Règlement Général d'Arbitrage ;

CONSIDERANT en outre qu'au-delà de son refus de saluer ces deux superviseurs nommés dans le cadre de deux rencontres, qui constituent des faits d'impolitesse voire d'incorrection, Monsieur X a fait preuve d'un comportement inadmissible en intimant indûment, d'une manière particulièrement zélée, notamment en lui demandant d'expulser Monsieur Z manu militari - et en utilisant divers arguments fallacieux, au dirigeant de club susmentionné d'empêcher l'entrée dans la salle de Monsieur Z et donc en tentant d'enrayer sa mission de supervision ;

CONSTATANT que l'article 9.5 du Règlement Général d'Arbitrage dispose que « des mesures et amendes administratives peuvent être infligées aux arbitres par la Commission Fédérale d'Arbitrage d'office » et que « dans tous les cas de comportement contraire aux dispositions du présent règlement, non prévus (1) et sanctionnés par le tableau, la Commission Fédérale d'Arbitrage apprécie en première instance la nature et le quantum des sanctions » ;

CONSTATANT que le barème des sanctions du corps arbitral prévoit qu'en cas d'« attitude pouvant nuire à la fonction ou à l'image du corps arbitral », l'arbitre peut être sanctionné d'une suspension administrative de désignation d'arbitrage d'une durée allant de 15 jours à 3 mois ;

CONSIDERANT que les rapports des deux superviseurs de la rencontre, Messieurs Y et Z, concordent en tout point à propos de la nature des faits reprochés à Monsieur X ;

CONSIDERANT qu'à cet égard, les propos tenus par Monsieur X à l'encontre de Messieurs Y et Z constituent une attitude nuisant à la fonction et à l'image du corps arbitral ;

CONSIDERANT en conséquence que l'ensemble des éléments démontrent l'expression d'une attitude nuisant à la fonction et à l'image du corps arbitral, par le biais d'une atteinte substantielle à l'honneur des superviseurs susmentionnés par Monsieur X, en violation des dispositions du Règlement Général d'Arbitrage et de son barème des infractions ;

QU'ainsi les éléments à disposition des membres de la Commission Fédérale de Discipline permettent d'identifier la matérialité de la violation réglementaire, d'une gravité plus que substantielle, et donc d'établir les faits contraires aux règles posées par le Règlement Général Arbitrage de la FFVolley ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, les faits sont établis et que le comportement inapproprié de Monsieur X caractérise, dans le cadre d'un match, une attitude nuisant à la fonction et à l'image d'un corps arbitral ;

CONSIDERANT que la conséquence des faits rapportés mérite sanction ;

PAR CES MOTIFS, après avoir délibéré, la Commission Fédérale d'Arbitrage, jugeant en premier ressort, décide :

Article 1 :

De sanctionner Monsieur X d'une suspension administrative de désignation d'arbitrage (tous niveaux) de trois mois sur le fondement des articles 5, 6 et 9.5 du Règlement Général d'Arbitrage ;

Article 2 :

Que les sanctions prononcées sont applicables à compter de la notification de la présente décision ;

Article 3 :

Que la présente décision sera publiée anonymement sur le site internet de la Fédération Française de Volley après notification à l'intéressé.

La présente décision prononcée par la Commission Fédérale d'Arbitrage peut faire l'objet d'un appel dans un délai de sept (7) jours à compter de sa notification transmis par courrier électronique avec accusé de réception devant la Commission Fédérale d'Appel (Commission Fédérale d'Appel, Fédération Française de Volley, 2/4 Rue des Sarrazins - 94000 CRETEIL) dans les conditions définies à l'article 4.4 du Règlement Général Disciplinaire.

Sous peine d'irrecevabilité, l'engagement de la procédure d'appel se fait par écrit conformément à l'article 15.1 du Règlement Général Disciplinaire, accompagné de la copie de la décision contestée et signé, par le licencié ou son représentant légal ou son conseil, ou par le Président ou le Secrétaire Général du groupement sportif affilié, en application de l'article 8 du Règlement Général des Licences et des GSA.

Conformément à l'article 15 du Règlement Général Disciplinaire, l'appel n'est pas suspensif.

Lorsque la Commission Fédérale d'Appel n'a été saisie que par l'intéressé, la sanction prononcée par la Commission Fédérale de Discipline ne peut être aggravée au regard des dispositions du Règlement Général Disciplinaire.

Aux termes de l'article R.141-5 du code du sport, la saisine du Comité National Olympique et Sportif Français à fin de conciliation constitue un préalable à tout recours contentieux, lorsque le conflit résulte

d'une des présentes décisions.

En cas de saisine dudit Comité, l'exécution de cette décision est suspendue à compter de la notification à l'auteur de la décision de l'acte désignant un conciliateur. Toutefois, le président de la conférence des conciliateurs peut lever la suspension dans le cas où la décision contestée est motivée par des actes de violence caractérisée.

La demande de conciliation doit être effectuée dans les quinze jours suivant la notification ou la publication de la décision contestée.

Retrouvez toutes les informations sur la saisine de la Conférence des conciliateurs sur le site internet du CNOSF : <https://cnosf.franceolympique.com/cnosf/actus/7543-comment-saisir-laconciliation-.html>

2. Dates et lieux des stages de formation et d'évaluation

COMPETITION	ARRIVEE	DEPART	LIEU	LIG	EXAMEN
M 18 M	09 mai	12 mai	LYON	ARA	F2
M 18 F	09 mai	12 mai	PAU	NAQ	F1
M 15 M	23 mai	26 mai	NARBONNE	OCC	NAT ou F1
M 15 F	23 mai	26 mai	CANNES	PAC	NAT
M 21 M	30 mai	02 juin	CAMBRAI	HDF	F3
M 21 F	30 mai	02 juin	L'UNION	OCC	F2

La répartition des stagiaires se fera en fonction du nombre de candidats.

3. Stage international indoor 2024

Un stage international est ouvert en avril 2024. La Commission Fédérale d'Arbitrage a décidé d'envoyer Adrien ISNARD.

Les personnes non-membres n'ont participé ni aux délibérations, ni aux décisions.

Messieurs CORNICARD, GILBERT, HANANIA, LAMBERT, RAILLON et VANDERBEEKEN ont participé aux délibérations et décisions. Messieurs JUAN et SETRUK n'ont pas participé aux délibérations et décisions.

Le Président de la CFA
Stéphane JUAN

Le Secrétaire de séance
Stefan VANDERBEEKEN

